



# Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle **FORCE OUVRIÈRE**

*des Ardennes*

**SNUDI-FO – SNFOLC – SNETAA-FO – SPASEEN FO**

## **Déclaration liminaire au CSA SD du mardi 25 mars 2025**

Madame L'Inspectrice d'Académie, mesdames et messieurs les membres de cette instance,

Ce CSA SD a pour ordre du jour la préparation de rentrée 2025 dans le second degré, après celle du premier degré qui a vu la destruction de 15 postes dans nos écoles soit 32 classes fermées, et 4 reprises de postes devant élèves pour créer 4 postes de CPC.

Alors que la difficulté scolaire s'amplifie le nombre d'enseignants devant classe diminuent. Alors que le nombre d'élèves hautement perturbateurs ne cessent d'augmenter, les postes d'enseignants spécialisés eux n'augmentent pas.... .C'est un non sens pour notre fédération.

Les années se suivent et se ressemblent pour le département des Ardennes. Car peu importe que notre département cumule les difficultés économiques et sociales attestées par les IPS avec les répercussions évidentes sur les élèves qui nous sont confiés. Peu importe que les conditions de travail des personnels se dégradent comme l'atteste les nombreux signalements relevés sur le registre SST qui traduit une souffrance au travail évidente.

Oui finalement peu importe la réalité de terrain, car les fourches Caudines de Bercy, traduites dans le budget alloué au ministère de l'éducation nationale, ont une fois de plus acté des destructions de postes, des fermetures de divisions, le tout accompagné d'un coup de rabot sur les DGH des établissements.

Oubliées les fameuses marges, englouties avec l'heure de technologie de sixième dans les groupes de niveau du choc des savoirs. Oubliées les dotations équités, réduites à presque rien voir à rien du tout pour des établissements dont les IPS les feraient rentrer en Education Prioritaire s'ils se situaient dans un autre département que les Ardennes.

Une fois de plus la calculette budgétaire tond un peu plus le mammoth ardennais, mais à force de le tondre gare à ce qu'il ne se retrouve à l'os. Car au final ce sont les élèves de la république qui paieront la facture de ces choix budgétaires.

Car en fait tout ceci découle de la volonté acharnée du gouvernement de faire voter un budget d'austérité de 50 milliards d'euros de coupes claires. Il s'agit bien pour lui d'amplifier l'offensive contre les droits des salariés, contre les services publics.

Pour ce qui nous concerne directement nous personnel de l'Education Nationale, le ministre de la Fonction publique a d'ailleurs confirmé la poursuite du gel de la valeur du point d'indice. Compte-tenu de l'inflation qui se poursuit, c'est une nouvelle baisse du pouvoir d'achat pour les personnels qui ont déjà perdu plus de 31,5% depuis 2000. Et les décrets abaissant l'indemnisation des congés de maladie ordinaires à 90 % (traitement indiciaire et régime indemnitaire) ont été publiés. Une fois de plus les fonctionnaires sont stigmatisés comme responsables des déficits publics et les personnels malades seront les premiers à en

faire les frais.

C'est pourquoi Force Ouvrière revendique en toute indépendance :

- ⤴ le relèvement de la valeur du point d'indice à hauteur de la perte subit depuis l'an 2000
- ⤴ le recrutement des personnels nécessaire, la création des postes nécessaire à un enseignement de qualité dans nos établissements.
- ⤴ L'abaissement des seuils de gestion pour l'ouverture de division à 25.
- ⤴ Le retour à une indemnisation à 100 % des jours de CMO ainsi que la suppression du jour de carence.

Nous vous remercions